

## OBJET DU FORMULAIRE

Ce formulaire a pour objet de permettre l'indemnisation des frais kilométriques engagés par le défenseur syndical à l'occasion de l'exercice de sa mission. Il doit être adressé une fois par semestre à la direction régionale de l'Agence de services et de paiement (ASP) dont le défenseur syndical dépend (cf tableau ci-dessous) accompagné de l'ensemble des pièces justificatives exigées.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE À CETTE DEMANDE

### **Pour une première demande ou en cas de changement de situation :**

- Copie recto-verso de la carte nationale d'identité, du passeport ou du titre de séjour en cours de validité,
- Relevé d'identité bancaire ou postal du bénéficiaire,

### **Pour toute demande :**

- la (ou les) attestation(s) d'exercice de la mission de défenseur syndical à l'audience délivrée(s) par le greffe du conseil de prud'hommes ou de la cour d'appel correspondante en annexe de la présente notice.

## MODE DE CALCUL DE L'INDEMNISATION KILOMÉTRIQUE

Les frais kilométriques sont calculés sur la base d'un aller-retour selon le trajet le plus court entre le domicile ou le lieu de travail habituel du défenseur syndical et le siège du conseil de prud'hommes ou de la cour d'appel.

Pour être indemnisable, le trajet doit être supérieur à cinq kilomètres ou ne pas avoir pu être effectué en intégralité dans une ville dotée d'un service de transport régulier de voyageur.

Pour calculer cette indemnité, il est fait application de la grille tarifaire publiée par la SNCF en vigueur au jour du déplacement ([www.sncf.com](http://www.sncf.com), document «Tarif voyageurs», volume 6, Formation des prix).

*Exemple : Pour un déplacement entre La Rochefoucauld (16) et Angoulême (16) le 1<sup>er</sup> septembre 2017, la distance parcourue est de 24 km.*

### **La formule SNCF est la suivante :**

$P = a + bd$  (P étant le prix, a, une constante, b, le prix kilométrique et d, la distance tarifaire / il est toujours fait application des données de 2<sup>nd</sup>e classe. La constante (a), et le prix kilométrique (b) évoluent en fonction de la distance parcourue (d)).

$$P = 0,2503 + 0,2165 \times 24$$

$$P = 5,45$$

$$P = 5.45 \times 2 \text{ (prise en compte du trajet retour)}$$

Le montant de l'indemnité kilométrique à verser au défenseur syndical est de 10,90 €.

# NOTICE n° 52243#03

accompagnant le formulaire Cerfa n°15854\*03  
de demande d'indemnisation kilométrique



52243#03

## Liste des directions régionales (DR) de l'Agence de services et de paiement (ASP) compétentes

RÉGIONS	DIRECTION RÉGIONALE ASP COMPÉTENTE
TOUTES	<p><b>DR ASP CORSE-PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR</b> <b>Dispositif Défenseurs Syndicaux</b> 7b, route de Galice Immeuble le Mirabeau 13098 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 02</p> <p><b><a href="mailto:aix-defenseurs-syndicaux@asp-public.fr">courriel : aix-defenseurs-syndicaux@asp-public.fr</a></b></p>



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Attestation d'exercice de la mission de défenseur syndical à l'audience

Article D.1453-2-14 du code du travail - Arrêté du 25 octobre 2017  
relatif aux modalités de remboursement et d'indemnisation liées à l'activité de défenseur syndical

Affaire n° RG : \_\_\_\_\_

Je soussigné(e) (prénom et nom) : \_\_\_\_\_, greffier

au conseil de prud'hommes de : \_\_\_\_\_

à la cour d'appel de : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Atteste de la présence de :

Madame Prénom : \_\_\_\_\_

Monsieur Nom de naissance : \_\_\_\_\_

Nom d'usage : \_\_\_\_\_

Se présentant en qualité de défenseur syndical <sup>(1)</sup>

Aux fins  d'assister  de représenter

Madame Prénom : \_\_\_\_\_

Monsieur Nom de naissance : \_\_\_\_\_

Nom d'usage : \_\_\_\_\_

L'entreprise ou l'association (préciser la forme juridique SA, SARL, SAS, SNC, EURL etc. et la raison sociale) : \_\_\_\_\_

qui était convoqué(e) à l'audience du (date) | | | | | | | | | | à (heure) | | H | | |

à laquelle il/elle s'est présenté(e) à (heure) | | H | | | <sup>(2)</sup>

J'atteste par ailleurs que les parties concernées ont fini d'être entendues à (heure) | | H | | |

Fait le | | | | | | | | | |

Le greffier

<sup>(1)</sup> Attestation d'exercice de la mission du défenseur syndical à l'audience au titre de l'article D.1453-2-14 du code du travail. Arrêté du 25 octobre 2017 relatif aux modalités de remboursement et d'indemnisation liées à l'activité de défenseur syndical

<sup>(2)</sup> À défaut de répondre à l'appel des causes ou de se présenter ultérieurement au greffier d'audience, l'heure retenue est celle du début des plaidoiries